

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Systèmes d'alarme de quart pour navires de pêche
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Modification du Règlement ministériel du 25 octobre 1995 énonçant des règles concernant le système d'alarme de quart à bord des navires de pêche (Règlement sur le système d'alarme de quart)
6.	Teneur: Ce projet de règlement énonce des dispositions concernant les systèmes d'alarme de quart à bord des navires de pêche. Liste indicative des règlements techniques: article premier. Les règles en question seront alignées sur la Directive 96/98/CE et sur la directive relative aux prescriptions en matière de sécurité pour les navires de pêche de plus de 24 mètres dès l'adoption et la mise en oeuvre de celles-ci.
7.	Objectif et justification: Si ce projet de règlement prévoit des restrictions quantitatives à l'importation ou des mesures d'effet équivalent au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, celles-ci sont justifiées à des fins de protection de la sécurité publique ainsi que de la vie et de la santé des personnes.

8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- Décret sur les navires de pêche- Note explicative jointe au décret originel
9.	Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: